



Conseil économique et social

Distr. générale
23 avril 2012
Français
Original : anglais

Session de fond de 2012

New York, 2-27 juillet 2012

Point 2 c) de l'ordre du jour provisoire*

Débat de haut niveau : examen ministériel annuel

Déclaration présentée par Caritas Internationalis, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration qui suit, distribuée conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/2012/100.



Déclaration

Concernant Caritas Internationalis et son rapport avec la question

Caritas Internationalis, confédération mondiale de 164 œuvres de charité catholiques, vise à promouvoir le développement intégral de l'être humain, à savoir prendre en considération le bien-être de la personne et de tous dans leurs dimensions économiques, sociales, politiques, culturelles, écologiques et spirituelles en vue de réaliser une société juste et fraternelle.

Les membres de l'organisation sont des fournisseurs de services et des employeurs. Leur action s'adresse à une population estimative de 24 millions de personnes et ils emploient environ 500 000 personnes. En outre, plus de 600 000 personnes travaillent à titre bénévole pour l'organisation.

Stratégiquement parlant, le message ultime de l'organisation se résume dans le thème global de son cadre stratégique pour 2011-2015, « Une seule famille et pas de pauvreté ».

L'organisation veut un monde dans lequel tout être humain puisse vivre dans la dignité et la paix et dans lequel la persistance d'une extrême pauvreté soit inacceptable. C'est pourquoi l'attention aux causes et aux effets de la pauvreté, aux situations d'urgence humanitaire, au changement climatique, au phénomène migratoire, à la santé, à l'éducation, à la sécurité alimentaire ou au renforcement de la paix doit être au cœur de tous les compartiments de son œuvre.

De par leur action comme source majeure de services sociaux, comme organisateurs communautaires et comme interlocuteurs politiques, les membres de l'organisation sont attachés à défendre et promouvoir la dignité et les droits des travailleurs, les droits des faibles et des pauvres et les obligations des travailleurs et des employeurs.

Promouvoir la condition des femmes, là est la clef

Il semble admis sans conteste aujourd'hui – et les travaux de chercheurs ainsi que les rapports le confirment – que l'éradication de la pauvreté passe par l'amélioration de la condition des femmes, et Caritas joint sa voix et ses forces à celles de tous ceux qui veulent faire changer les choses par et pour les femmes.

Il y a davantage de femmes que d'hommes à se trouver dans une situation vulnérable au regard de l'emploi. Les femmes font environ 66 % du travail dans le monde contre moins de 5 % de son revenu. L'injustice est encore plus marquée en agriculture, secteur dans lequel les femmes représentent 80 % de la main d'œuvre mais possèdent moins de 1 % des terres et entrent pour moins de 1 % dans le crédit proposé aux cultivateurs dans le monde.

Qui plus est, d'après l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, si les femmes jouissaient d'une égalité d'accès aux ressources, il y aurait environ 100 millions de personnes de moins à avoir faim.

Les migrations internes et internationales peuvent être vues comme liées à la situation des femmes en milieu rural. Ne trouvant pas assez de possibilités ou de moyen de subvenir aux besoins de leur famille, les femmes migrent des zones rurales vers les zones urbaines. Les villes, ne leur offrant pas la solution désirée, deviennent souvent un tremplin pour la migration internationale.

Paradoxalement, alors qu'avec la mondialisation les capitaux, les marchandises et les services se déplacent librement, la mobilité des catégories les moins qualifiées de la main-d'œuvre humaine s'est trouvée freinée par les États, livrant les migrants aux mains des trafiquants et des contrebandiers et en faisant une catégorie de personnes vulnérables.

Caritas a choisi de s'attacher à améliorer le sort des migrantes du fait que la physionomie de la migration change et qu'il y a davantage de femmes à partir seules travailler à l'étranger pour subvenir aux besoins de leur famille.

Pour parer à leur vulnérabilité, il faudrait légaliser et sécuriser la migration et il est demandé aux gouvernements de concevoir des politiques de nature à protéger les femmes tout au long de leur périple migratoire ainsi que dans les pays de destination. Il faudrait mieux faire valoir l'apport des migrantes à leur pays d'origine et à leur pays de destination en termes de capital social et d'envois de fonds par une étude plus poussée de la question et la collecte de données et d'informations.

Le cas des migrants employés de maison

Les migrants employés de maison sont un cas spécial. Le travail domestique est l'un des plus importants moteurs de migration internationale de la main-d'œuvre féminine. Selon des estimations de l'Organisation internationale du travail (OIT), 100 millions de personnes sont des employées de maison, dont les femmes constituent la très grande majorité et qui sont, dans de nombreuses parties du monde, des migrantes, qui s'occupent des tâches quotidiennes du ménage, y compris des personnes âgées ou des enfants.

En 1948, la Déclaration universelle des droits de l'homme disposait que nul ne doit être tenu en esclavage ou en servitude, que tous ont droit sans discrimination à une égale protection des lois, que chacun jouit du droit d'assemblée et d'association pacifique, du droit à la sécurité sociale, au travail, au libre choix de son emploi, à des conditions de travail justes et favorables, à la protection contre le chômage, à une rémunération juste et favorable et à l'égalité de salaire pour un travail égal et que chacun a le droit de former des syndicats, au repos, aux loisirs, à un congé payé et à un niveau de vie acceptable en termes de santé et de bien-être.

Beaucoup d'employés de maison migrants avec lesquels l'organisation travaille tous les jours ne peuvent jouir d'aucun de ces droits. On a vu des femmes travailler toute la semaine sans repos ni salaire, subir l'humiliation de comportements de violence et d'abus sans aucun moyen de faire valoir leurs droits et voir leur permis de séjour, quand il en existe, lié souvent à l'employeur, ce qui les met à la merci de ce dernier.

Le frein que les politiques migratoires mettent à l'accès aux marchés du travail dans les pays étrangers, malgré la demande de travail domestique, font des femmes des proies faciles pour des agences de recrutement et des trafiquants sans scrupules.

Le travail domestique est un secteur largement non réglementé. Seuls 19 pays ont des dispositions législatives applicables au travail effectué chez les gens. C'est précisément parce que les employés de maison sont employés dans la sphère privée que la reconnaissance et la réglementation de la relation employeur-employé rencontrent des résistances. Il a été reconnu dans des rapports de l'OIT que le travail domestique, effectué pour la plupart par des femmes, demeure invisible et exclu du

champ de la législation du travail du fait qu'il se pratique dans des maisons, qui ne sont pas considérées comme des lieux de travail, ou pour des personnes privées, qui ne sont pas considérées comme des employeurs.

La pression de la nécessité de subvenir aux besoins d'une famille laissée derrière, jointe à l'expérience de la discrimination, de l'humiliation, de la violence et de l'exploitation, non seulement a des effets dévastateurs sur les migrantes elles-mêmes, mais cela affecte aussi leurs relations avec leur famille. Toutefois, les migrantes préfèrent endurer les mauvais traitements plutôt que de rentrer chez elles les mains vides.

Dans le pire des cas, les employés de maison sont pris dans un piège que composent l'absence d'atouts pour elles-mêmes, la pression de la famille et l'engagement d'en prendre soin, l'existence de trafiquants et de recruteurs exploitant des rêves, l'absence de possibilités de migrer en toute sécurité et en toute légalité à la recherche d'un travail domestique et d'une législation applicable au travail domestique et l'existence d'une mentalité qui, dans de nombreuses parties du monde, considère encore les employés de maison comme des citoyens de seconde classe.

Tout le dilemme trouve sa meilleure expression dans le rêve d'Alem Dechasa-Desisa, une employée de maison du Liban qui s'est suicidée en mars 2012. L'histoire de sa vie est emblématique de celle d'un grand nombre de migrantes employées de maison. Selon le Centre de Caritas pour les migrants au Liban, Alem paraissait très inquiète pour son avenir et avait rêvé que l'aîné de ses enfants lui disait : « Regarde, où tu es, ton assiette est pleine; là où je suis, mon assiette est vide et je n'ai pas de plume, pas de livre pour aller à l'école ».

Ils prennent soin de nous, prenons soin d'eux : aidons les employés de maison à développer leur potentiel, à trouver un emploi et à se voir assurer un travail décent

Le travail humain détermine le développement économique, culturel et moral des gens, de leur famille et de leur société. Les droits inhérents au travail humain sont explicitement et universellement reconnus et disent la place centrale de l'être humain dans toutes les relations de travail. Cette centralité est essentielle pour comprendre la valeur intrinsèque du travail humain et le fait qu'il est important d'organiser les systèmes économiques et sociaux d'une manière qui respecte les droits de la personne.

L'adoption par la Conférence internationale du travail à sa 100^e session, tenue en juin 2011, de la Convention 189 et de sa recommandation supplémentaire 201 sur les employés de maison représente une réalisation d'importance majeure.

En 2009, Caritas Internationalis a conçu une campagne pour les droits des employés de maison migrants. Ses membres ont commencé par considérer la situation des employés de maison, à sensibiliser l'opinion à leur situation et à bâtir des alliances stratégiques. La campagne intitulée « Un même toit, un même droit » demandait que l'on traite avec respect les employés de maison, que le permis de séjour ne soit pas lié à un seul employeur, que les agences de recrutement soient soumises à des dispositions réglementaires et qu'une convention sur un travail décent pour les employés de maison soit adoptée. Les membres de l'organisation ont

contribué à la rédaction de la Convention de l'OIT et ils ont fait pression pour son adoption.

Parallèlement à leur action de plaidoyer mondial et national, les organisations de Caritas fournissent soutien et conseil aux employés de maison migrants et, d'une manière plus générale, aux migrants. L'organisation a) intervient dans les systèmes de microcrédit et de formation à l'intention des femmes pour aider les migrants à peser les options entre partir et rester; b) dispense des conseils d'avant départ aux migrants et aux migrants en puissance pour s'assurer qu'ils sont suffisamment informés pour connaître leurs droits et demander de l'aide; c) offre un refuge aux migrants à la recherche d'un emploi, leur propose une assistance sociale, psychologique et juridique et les aide à trouver un emploi dans le pays de destination; d) facilite le retour et la réintégration des migrants en tirant le meilleur parti de leur réseau.

Même si la Convention 189 de l'OIT représente une grande réalisation pour les droits et les conditions de travail des employés de maison, et notamment des ceux d'entre eux qui sont des migrants, il faut qu'elle soit ratifiée et ensuite appliquée pour avoir plein effet. L'organisation s'est engagée à en promouvoir la ratification ou à tout le moins à engager, avec d'autres acteurs de la société civile, un processus de reconnaissance des droits professionnels des employés de maison.

L'organisation demande aux gouvernements de s'attacher à :

- Protéger les migrantes contre toutes les formes de violence et d'exploitation;
- Concevoir et mettre en place des politiques et des lois qui répondent aux préoccupations des migrantes, à savoir pouvoir migrer à un coût abordable, en toute sécurité et en toute légalité;
- Assurer des droits professionnels aux migrantes, en particulier aux employées de maison;
- Ratifier la Convention 189 de l'OIT et/ou commencer à aligner leur législation sur les dispositions de la Convention;
- Veiller à ce qu'au cas où un/une employé/e de maison poursuivrait en justice son employeur pour mauvais traitement, exploitation ou abus, il lui soit accordé un permis de séjour temporaire pour la durée du procès;
- Conclure des accords bilatéraux ou multilatéraux pour donner aux femmes davantage de possibilités d'emploi au-delà du secteur domestique; les accords bilatéraux devraient aussi garantir la transférabilité des systèmes de pension.

L'objectif 1.B des objectifs du Millénaire pour le développement inclut les personnes concernées et la portée géographique. Des conditions de travail régulier et décent responsabilisent et permettent le plein développement de l'être humain et les migrants ont le droit non seulement d'émigrer mais aussi de rester dans leur pays. Il incombe à toutes les parties prenantes concernées d'assurer un emploi complet et productif et un travail décent partout, y compris dans les pays d'origine.